

ÉCONOMIE

"Côte-d'Ivoire," Encyclopédie® Microsoft® Encarta 97. © 1993-1996 Microsoft Corporation. Tous droits réservés.

L'économie de la Côte-d'Ivoire repose sur l'agriculture, qui occupait 54 p. 100 de la population active en 1995 et attire de nombreux travailleurs saisonniers originaires des pays voisins. Premier producteur mondial de cacao et quatrième pour le café, la Côte-d'Ivoire subit chaque année la variation des cours, sur le marché mondial, de ces produits hautement spéculatifs. Sur le plan intérieur, un système de caisse de compensation pour les petits planteurs a permis, pendant de nombreuses années, d'amortir les trop grandes amplitudes du prix des produits agricoles. Ce système a contraint le pays à s'endetter lourdement. En 1987, la Côte-d'Ivoire se déclarait insolvable. La hausse importante des cours du café et du cacao, en 1994, et la dévaluation du franc CFA, en janvier de la même année, ont permis au pays de renouer avec la croissance (en progression de 2,2 p. 100 par rapport à l'année précédente après sept années de récession) et d'améliorer les finances publiques. L'inflation a, en revanche, considérablement augmenté (25,8 p. 100). En 1994, le produit national brut (PNB) était estimé à 8 milliards de dollars, soit un PNB par habitant de 580 dollars. La dette extérieure brute s'élevait, en 1993, à 15 milliards de dollars.

Encyclopaedia Universalis, France S.A., 1995

Les lois du marché

Ralentissement de la croissance

L'agriculture reste la richesse essentielle du pays (elle occupait six Ivoiriens sur dix en 1985) grâce au cacao et au café. En 1979, le pays était au troisième rang pour la production mondiale de café (robusta essentiellement) avec 275 000 tonnes. Le niveau record a été atteint en 1981 (360 000 t). Les prix du café ont flambé en 1975 après le gel des plantations brésiliennes, incitant le pays à s'engager à fond dans cette culture. Pour le cacao, la Côte-d'Ivoire arrivait en tête de la production mondiale devant le Brésil, le Ghana et le Nigeria avec 313 000 tonnes en 1978. Mais, en raison de la chute des cours, elle a bloqué ses exportations et s'est retirée du marché international (450 000 t de cacao en 1982). Depuis 1978, le marasme a gagné le marché, ce qui pose de sérieux problèmes aux petits planteurs et à l'État qui soutient les prix intérieurs par l'intermédiaire de la Caisse de stabilisation alimentée par le surplus de devises des années fastes (le prix d'achat du café et du cacao a diminué de moitié sur le marché mondial entre 1977 et 1981).

La mise au point d'un " arabusta ", variété alliant le robusta et l'arabica, n'a pas emporté l'adhésion des consommateurs. Le pays a continué à miser sur une forte production de café (270 000 t en 1987, 219 000 t en 1991) et surtout de cacao. En 1983, le chef de l'État s'est lui-même rendu à Londres pour négocier un accord sur le café et le cacao avec les négociants et les industriels. Mais l'accord sur le cacao a volé en éclats l'année suivante au détriment de la Côte-d'Ivoire – le plus gros producteur mondial (590 000 t en 1987) – qui s'est trouvée en face d'une montagne d'excédents et d'une chute des cours vertigineuse. En mai 1987, la